

Service risques et installations classées (SRIC)
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 9 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNC COGE VITRY

10 RUE DES FUSILLES

94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/GP/n°401GR
Code AIOT : 0007402281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement SNC COGE VITRY implanté 10 RUE DES FUSILLES à Vitry-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) pour l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNC COGE VITRY
- 10 RUE DES FUSILLES 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0007402281
- Régime : Autorisation
- IED

La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) – Chaufferie de Vitry exploite une centrale de co-génération thermique, utilisant du gaz naturel comme combustible. Elle permet la production d'électricité (125 MW électrique) et de vapeur (400 t/h) destinée au chauffage urbain.

L'installation est classée selon la rubrique suivante:

Code	Libellé	Paramètres	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	turbine à gaz d'une puissance de 350 MW chaudière post-combustion de 450 MW	[A]

Pour les rubriques IOTA:

Code	Libellé	Paramètres	Régime
1.2.2.0	Prélèvement d'eau en Seine, la capacité étant supérieure à 80m3/h	Une pompe de 590 m3/h	A

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/08/01 modifié ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/22 ;
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Meilleures Techniques Disponibles du BREF LCP ;**
- **rejets atmosphériques ;**
- **rejets aqueux ;**
- **gestion des déchets.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ♦ les observations éventuelles ;
- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de gestion OTNOC ¹	AP du 16/08/2001 modifié, article 81.3	19/05/22	Mise en demeure	1 mois
3	Efficacité énergétique	AP du 16/08/2001 modifié, article 85	19/05/22	Mise en demeure	1 mois
4	Combustible autorisé, et suivi du combustible	AP du 16/08/2001 modifié, article 82	19/05/22	Demande de justificatif	1 mois
5	Contrôle par un organisme agréé	AP du 16/08/2001 modifié, article 62.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Autosurveillance air	AP du 16/08/2001 modifié, article 49.3	/	Demande d'action corrective	1 mois

¹ Other than normal operating conditions

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des nuisances sonores	AP du 16/08/2001 modifié, article 68.1	19/05/22	Demande de justificatifs	1 mois après la fin des travaux

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan de gestion des nuisances sonores	AP du 16/08/2001 modifié, article 84	19/05/22	Sans objet
6	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 24/11/2023, article R. 541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a constaté plusieurs non-conformités.

Avant clôture de ce rapport, un échange a été réalisé en septembre 2024 avec l'exploitant afin de faire un point d'avancement sur chacun des constats de l'inspection du 20/09/2023. L'inspection note que l'exploitant a avancé sur certains sujets mais l'établissement reste en non-conformité pour 2 prescriptions, qui font l'objet d'une proposition de mise en demeure ; elles concernent le plan de gestion OTNOC et le rapport sur l'efficacité énergétique. L'exploitant a progressé sur les nuisances sonores. Un plan d'action est en cours de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion OTNOC

Référence réglementaire : AP du 16/08/2001 modifié, article 81.3
Thème(s) : Autre, Plan de gestion OTNOC
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des périodes autre que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de

la décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017. (...)

Pour mémoire, la MTD 10 dispose :

Afin de réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), la MTD consiste à établir et à mettre en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants :

- conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple, notion de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz),
- établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,
- vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire,
- évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

Lors de l'inspection du 19/05/2022, l'exploitant avait indiqué « qu'un plan de gestion est en cours de développement par la société Envea, mais que l'échéancier n'est pas encore figé à cause de problèmes d'approvisionnement. »

L'exploitant a mis en place des rapports de surveillance, et des procédures de pilotage pour les phases OTNOC. De plus, par transmission du 23 septembre 2024, il a communiqué un document dénommé « plan de gestion OTNOC ».

Toutefois, ce dernier ne répond pas aux attendus réglementaires. En effet, il ne comprend pas les définitions des phases OTNOC, référençant les systèmes critiques, les plans de maintenance préventives participant à leurs maîtrises, et organisant la vérification et l'évaluation périodique des émissions globales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan de gestion des nuisances sonores

Référence réglementaire : AP du 16/08/2001 modifié, article 84

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des nuisances sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n° 2017/1142 du 31 juillet 2017.

Constats :

Lors de l'inspection du 19/05/2022, il avait été constaté que « l'exploitant n'a pas mis en place un plan de gestion des nuisances sonores telles que prévues à l'article susvisé. »

Lors de la visite 2023, l'inspection avait relevé que l'exploitant n'avait toujours pas mis en place un plan de gestion des nuisances sonores.

Par transmission du 23 septembre 2024, l'exploitant a communiqué son plan de gestion des nuisances sonore. Le plan comprend une description des équipements bruyants, et les mesures associées pour maîtriser les nuisances émises. Le rapport intègre également les suites au rapport de l'APAVE de 2022 concluant en la présence de deux dépassements en limite du site (cf. fiche n° 9), avec la mise en place d'écrans anti-bruits.

La non-conformité relevée en 2022 est donc levée.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : AP du 16/08/2001 modifié, article 85

Thème(s) : Autre, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser avant le 17 août 2021 par une personne compétence un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les MTD relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

Lors de l'inspection du 19/05/2022, il avait été constaté que « L'exploitant a indiqué procéder à la vérification du rendement thermique tous les ans, néanmoins le rendement électrique n'est plus réalisé depuis 2013. ». Depuis, l'exploitant a fait réaliser une évaluation de l'efficacité énergétique de l'installation par la société SOCOTEC en date du 14/04/2023.

Lors de la visite 2023, l'exploitant avait indiqué ne pas avoir réaliser le rapport d'amélioration de l'efficacité énergétique prescrit au présent article.

Par transmission du 23 septembre 2024, il a communiqué les rapports de contrôle du rendement électrique de la turbine du 15 janvier 2021, après les travaux réalisés en 2023. Il est constaté une augmentation du rendement de l'ordre de 1 %.

Cependant, il n'a pas été communiqué de rapport identifiant les mesures pouvant être mises en œuvre pour améliorer l'efficacité de l'installation. La prescription susmentionnée n'est ainsi pas respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Combustible autorisé, et suivi du combustible

Référence réglementaire : AP du 16/08/2001 modifié, article 82

Thème(s) : Autre, Combustible autorisé, et suivi du combustible

Prescription contrôlée :

Le combustible autorisé pour le fonctionnement est le gaz naturel.

L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du gaz naturel utilisé au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

La caractérisation initiale, et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant, ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.

Pour le gaz naturel les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants :

- PCI ;
- CH₄
- C₂H₆
- C₃
- C₄+
- CO₂
- N₂
- Indice de Wobbe

Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret de chaufferie, et tenus à la disposition de l'inspection. Ils seront conservés au moins trois ans. Ils indiqueront la nature exacte du combustible livré, les quantités et les résultats des mesures des paramètres et substances caractérisés.

Constats :

Suite à l'inspection du 19/05/2022, par courrier du 30 mai 2022, l'exploitant a transmis une copie du livret de chaufferie énumérant les combustibles utilisés dans le procédé de combustion, en l'espèce du gaz naturel. L'inspection avait alors pris acte de la présence de ce document.

Lors de l'inspection du 20/09/2023, l'exploitant a présenté une fiche combustible pour le GNV réalisée par GRTgaz, également annexée au livret de chaufferie. Les paramètres C₃ et C₄+ n'ont pas été relevés dans cette fiche, alors qu'elles sont demandées réglementairement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Contrôle par un organisme agréé

Référence réglementaire : AP du 16/08/2001 modifié, article 62.2

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance air

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés aux articles 59 et 60 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.

S'il n'existe pas d'organisme agréé, le laboratoire devra être agréé par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de

la coordination européenne des organismes d'accréditation (Européan Cooperation for Accreditation ou EA).

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports des contrôles périodiques pour l'année 2022.

L'inspection constate, par échantillonnage, que les valeurs limites d'émissions (VLE) sont respectées, cependant pour le mode PC, les valeurs indiquées dans les rapports ne sont pas celles fixées par l'article 46 de l'arrêté préfectoral :

- une VLE CO de 100 mg/Nm³ au lieu de 85 mg/Nm³ ;
- une VLE NOX de 70 mg/Nm³ au lieu de 66 mg/Nm³.

De plus, les rapports ne comportent pas les VLE en flux, alors que ces VLE sont bien prescrites par l'article 46 de l'arrêté préfectoral du 16/08/2001 modifié.

L'absence de VLE ou la présence de VLE erronées dans les rapports peuvent conduire à un défaut d'identification des non-conformités. Il convient de corriger ces valeurs pour les prochains rapports.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2023, article R. 541-45

Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets dangereux

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième

alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des huiles usagées à des collecteurs d'huiles usagées ou à des collecteurs-regroupeurs d'huiles usagées tels que définis aux 5° et 6° du II de l'article R. 543-3, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce

Constats :

L'établissement produit des déchets dangereux.

Par échantillonnage, l'inspection a constaté la mise en place des bordereaux dématérialisés de suivi des déchets dangereux (BSDD) via l'application Trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance air

Référence réglementaire : AP du 16/08/2001 modifié, article 49.3

Thème(s) : Autre, Autosurveillance air

Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures réalisées au titre de l'article 49.1 sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures annuelles réalisées au titre de la partie V de l'article 48.4 sont transmis dans le mois qui suit leur réalisation.

Les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvres ou envisagées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté sur les rapports d'autosurveillance que :

- la VLE retenue par l'exploitant en concentration du CO pour les modes PC/BP est de 93.5 mg/Nm³, au lieu de 85 mg/Nm³ ;
- les VLE en flux ne sont pas indiqués dans les rapports d'autosurveillance ;
- les flux indiqués dans le rapport d'autosurveillance ne correspondent pas au flux horaire maximal.

Tout comme pour le point de contrôle n°5, l'absence de VLE ou la présence de VLE erronées dans les rapports peuvent conduire à un défaut d'identification des non-conformités. Il convient de corriger ces valeurs pour les prochains rapports.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : AP du 16/08/2001 modifié, article 68.1

Thème(s) : Autre, Prévention des nuisances sonores

Prescription contrôlée :

68.1 - Les émissions sonores produites par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones définies ci-dessus, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

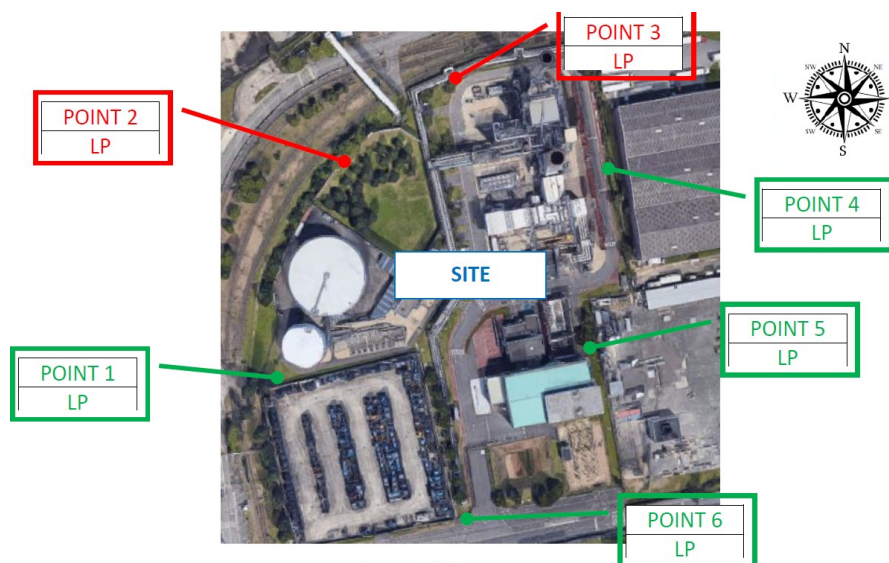
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

Lors de l'inspection du 19/05/2022, il avait été relevé que « l'exploitant a indiqué qu'une analyse du bruit sur l'année 2021 a révélé deux non-conformités sur la période nocturne entraînant une émergence supérieure à 2 dB. »

Ces deux non-conformités sont relevées régulièrement dans les campagnes de mesures du bruit, au niveau de la limite avec l'ancienne centrale thermique d'Arrighi, en période nocturne sur les points 2 et 3 (respectivement 63 et 70 dB(A) contre 60).



L'exploitant a indiqué avoir réalisé une fiche projet afin d'étudier les solutions possibles permettant la résorption des écarts. Une étude de faisabilité de la société NALDEA a été réalisée le 7 décembre

2022. Les solutions proposées correspondent à un coût technico-économique trop important, selon l'exploitant.

Lors de la visite d'inspection du 20/09/2023, l'exploitant avait indiqué qu'une nouvelle campagne de mesure sera réalisée en novembre 2023, et qu'à l'issue, un plan d'action sera mis en place pour janvier 2024.

Par transmission du 23 septembre 2024, l'exploitant a communiqué un plan d'action comportant la mise en place d'écrans anti-bruit. De nouvelles mesures seront réalisées une fois ce dispositif mis en place afin de valider son efficacité et la non-conformité pourra alors être levée si ces mesures sont conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Délai : 1 mois après la fin des travaux de mise en place des écrans anti-bruit